

L'ANNUAIRE DU CANADA (1918) ET L'HISTOIRE DU PAYS

Compte rendu des cinquante années de progrès au Canada dans tous les domaines.---
Études et statistiques intéressantes.

Pour faire suite à l'article paru dans le "Bulletin" du 3 juillet (n° 38):

COMMERCE, TRANSPORT ET COMMUNICATIONS.

"De ces faits, continue le rapport, il ressort clairement qu'au point de vue du chiffre total des valeurs, le commerce, bien que variant naturellement d'une année à l'autre, n'a pas cessé de faire de rapides progrès, surtout depuis le commencement de ce siècle et encore plus remarquablement au cours des quatre dernières années de la guerre." Le tableau ci-dessous fera mieux voir le progrès du commerce:

Le nombre de milles de voie ferrée a été comme suit, par provinces:			
Provinces.	1867.	1917.	
Ile du Prince-Edouard...	—	278	
Nouvelle-Ecosse...	145	1,422	
Nouveau-Brunswick...	228	1,959	
Québec...	500	4,734	
Ontario...	1,415	11,049	
Manitoba...	—	4,194	
Saskatchewan...	—	6,124	
Alberta...	—	4,444	
Colombie-Britannique...	—	3,885	
Territoire du Yukon...	—	102	
Aux Etats-Unis...	—	413	
Total...	2,288	38,604	

Année.	Importations.	Exportations.	Commerce total.
	\$	\$	\$
1868.....	67,090,159	52,701,720	119,791,879
1871.....	84,214,388	67,483,268	151,697,656
1881.....	90,488,329	97,319,818	187,808,147
1891.....	111,533,944	97,470,369	209,004,323
1901.....	177,700,694	194,509,143	372,209,837
1911.....	451,745,108	290,000,210	741,745,318
1915.....	455,446,312	461,442,509	916,888,821
1916.....	507,817,159	779,300,070	1,287,117,229
1917.....	845,356,306	1,179,211,100	2,024,567,406

A l'exception des deux années 1880 et 1881, la "balance du commerce" a été défavorable au Canada, de 1868 à 1893. De 1894 à 1903, la valeur des exportations a dépassé celle des importations, à l'exception des années 1897 et 1898, bien qu'à une faible proportion près. De 1904 jusqu'au début de la guerre—une période marquée par de fortes introductions de capital britannique—les importations ont dépassé les exportations, et en 1913, la proportion étant au taux assez bas de 56.27 pour 100. En 1915, la balance tourna à l'avantage du Canada par suite de l'exportation considérable de munitions et d'autre matériel de guerre, et au lieu d'être au détriment du Canada au taux de plus de 56 pour 100 comme en 1913, la balance lui devint favorable jusqu'à concurrence de 53 pour 100 en 1916.

Le commerce de grain du Canada est très bien organisé et des arrangements élaborés pour l'inspection et la classification des principales descriptions du grain sont en vigueur sous le régime des dispositions de la loi concernant le grain du Canada, adoptée en 1912. Le développement des provinces des prairies à la culture du grain sur une vaste échelle, à celle du blé en particulier, a nécessité l'introduction des élévateurs à grain peu après l'année 1880. Au cours du nouveau siècle, le nombre de ces élévateurs s'est accru très rapidement. En 1901, il y avait au Canada 523 élévateurs avec une capacité de 18,329,352 boisseaux; en 1917, le nombre en était rendu à 3,360, avec une capacité totale de 193,844,000 boisseaux. Il y a actuellement au Canada six différentes sortes d'élévateurs à grain dont la capacité s'est accrue régulièrement de pair avec l'augmentation du commerce de grain d'exportation. En premier lieu l'on doit mentionner les élévateurs et entrepôts de campagne qui étaient en 1917 au nombre de 3,296 avec une capacité collective d'entreposage de 103,508,000 boisseaux, comparés à 518 élévateurs et 12,759,352 boisseaux en 1901. A Fort-William et Port-Arthur on compte 13 immenses élévateurs tête de ligne, avec une capacité de 41,750,000 boisseaux, comparés à 5 élévateurs et 5,570,000 boisseaux en 1901. Les autres comprennent 22 élévateurs publics, 19 élévateurs d'hôpital, 4 élévateurs terminus intérieurs et un élévateur public ou de transport à Vancouver.

La première voie ferrée au Canada, de 16 milles de long avec un entre-raills de 5,6, a été inaugurée en 1836.

Les chemins de fer électriques du Canada, qui consistent surtout de tramways urbains, sont d'un développement comparativement récent, les statistiques officielles annuelles à leur sujet ne remontant guère qu'à 1901. En cette année-là, le nombre de milles posés était de 671; en 1917, ce chiffre est monté à 1,744. Le nombre de voyageurs transportés en une année s'est élevé de 120,934,656 en 1901 à 629,441,997 en 1917. Les marchandises transportées ont augmenté de 287,926 tonnes en 1901 à 2,333,539 en 1917, et les recettes brutes, de \$5,768,283 en 1901 à \$20,237,664 en 1917. La responsabilité totale du capital des chemins de fer électriques, qui était de \$87,409,855 en 1901, s'était élevée jusqu'à \$161,234,739 en 1917.

Une forme de transport qui s'est développée des plus rapidement au cours de ces quelques dernières années, c'est celle des véhicules à moteur, dont 197,799 ont été enregistrés au Canada en 1917, contre 69,598 en 1914. Les six canaux de l'Etat mesurent 1,594 milles de long; le trafic de 1917 s'y est élevé à 22,238,935 tonnes, comparé à 888,189 tonnes en 1887. Le réseau télégraphique s'est aussi développé proportionnellement. A l'époque de la Confédération, en 1867, il y avait 7,227 milles de lignes posées et 9,040 milles de fils; au cours de cette même année, 600,770 dépêches ont été expédiées. En 1917, les lignes du gouvernement avaient une longueur totale de 11,843 milles et les compagnies autorisées, 49,397.

En octobre 1907, on a inauguré le système radiotélégraphique pour les messages transatlantiques. En 1917, on a envoyé 181,740 messages sans fil contenant 3,140,843 mots. Le premier téléphone commercial fut établi à Hamilton en 1877. En 1917, il y avait au Canada 1,695 compagnies de téléphone avec une capitalisation de \$79,121,702. Le nombre des téléphones était de 604,136, soit un téléphone par 134 personnes. Le nombre de timbres-poste émis en 1917 fut de 957,051,564 valant \$23,174,602, comparé à 306,382,154, de la valeur de \$5,636,746 en 1904.

STATISTIQUES FINANCIÈRES ET SOCIALES.

En 1868, le revenu public du Canada, c'est-à-dire les recettes au compte du fonds consolidé, s'est élevé à \$13,687,928. En 1871, il fut de \$19,335,561; en 1881, \$29,635,298; en 1891, \$38,579,311; en 1901, \$52,514,701. En 1910, pour la première fois, il dépassa le cent millions

de dollars, s'élevant à \$101,503,711 et, en 1911, il était de \$117,780,409. Durant la guerre, il s'est nécessairement accru par suite de la taxation augmentée et, pour l'exercice financier 1917-18, il a atteint le chiffre sans précédent de \$260,778,953. Par tête de population, le revenu s'est élevé de \$5.50 pour 1871 à \$27.82 pour 1917. Pour toutes les neuf provinces, le revenu des gouvernements provinciaux, en 1917, a été de \$57,962,979. Par capita, le revenu provincial fut de \$1.60 en 1868; en 1917, il était de \$6.95.

La dette publique nette du Canada, créée en grande partie pour fins reproductives, sauf pendant les quatre dernières années de la guerre, s'est accrue de \$75,728,642 qu'elle était à la Confédération, à \$335,996,850 en 1914, le dernier exercice financier avant la guerre. Au 31 mars 1918, la dette s'élevait à \$1,191,884,063, ayant été, ainsi grossie par suite de la guerre.

En 1868, les Banques autorisées du Canada étaient au nombre de 27, avec 123 succursales. Leur capital versé s'élevait à \$30,000,000 et les dépôts à \$33,654,000. En 1917, le capital versé des 21 banques autorisées du Canada, avec 3,135 succursales, s'élevait à \$111,637,775 et les dépôts se totalisaient à \$1,643,203,020. Le montant au crédit des déposants dans les banques d'épargne des bureaux de poste et du gouvernement du Dominion, au 30 juin 1868, était de \$1,687,808. Au 31 mars 1917, il s'était élevé à \$56,216,089.

Les affaires dans la ligne des assurances de toutes sortes se sont développées extraordinairement au cours des cinquante dernières années. En 1869, le montant des assurances contre les incendies, au Canada, était de \$188,359,809; en 1917, il s'élevait à \$3,986,197,514. En 1875, l'assurance nette sur la vie, alors en vigueur, était de \$85,009,264; en 1917, ce montant s'élevait à \$1,585,042,563.

Le nombre des illettrés parmi la population, tel que révélé par les statistiques du recensement, dans le cas de personnes âgées de cinq ans et plus, indique une diminution de près de 4 pour 100 depuis 1901. Au commencement de ce siècle, les dépenses totales, pour fins d'instruction publique au Canada, étaient de \$11,751,625, en 1917, elles s'élevaient à \$56,327,297, une augmentation de \$44,575,672, soit de 379 pour 100.

D'un autre côté, il faut avouer que les statistiques criminelles du Canada qu'on a recueillies chaque année depuis 1880, indiquent une augmentation déplorable de la criminalité au cours des quarante dernières années. Comme le démontre le tableau 49, le nombre total des convictions qui était de 669 par 100,000 de population en 1880, s'élevait en 1917 à 1,363 par 100,000. L'ivrognerie, à laquelle nombre d'autres crimes sont fréquemment attribués, a grandement augmenté depuis 1880, les statistiques indiquant 333 convicts par 100,000 en 1917, contre 200 par 100,000 en 1880. D'autre part, la récente législation de prohibition de l'alcool donne déjà de bons résultats, car les dernières statistiques font voir que les convictions pour ivresse ont diminué de 60,975 en 1913 à 27,882 en 1917, une diminution de 33,093 soit 54.27 pour 100, pour les cinq dernières années.

Aux pages 70 et 71, on donne sous formes de tables des chiffres contrastant 1867 (l'année la plus rapprochée pour l'obtention de statistiques) avec 1917, dans tous les champs et articles de l'entreprise et de l'industrie canadiennes, sommairement passés en revue dans les paragraphes ci-dessus. La revue de cinquante années de progrès se termine par les lignes suivantes:

"Si le progrès des cinquante dernières années a été si splendide, n'y a-t-il pas d'abondantes raisons pour anticiper des triomphes encore plus grands dans le prochain demi-siècle? La voie du progrès au Canada est aussi ouverte aujourd'hui qu'elle l'était il y a cinquante ans; la richesse naturelle du vaste Dominion n'a encore été pour ainsi dire qu'à peine effleurée. En fait de population, de production, de manufactures, de commerce et de développements financiers et commerciaux qui en découlent, le Canada de-

LE CAPITAL DANS L'INDUSTRIE CANADIENNE

Revue générale couvrant la période de 1870 à 1915. Production de 1900 à 1915 par provinces.

Repasant la période entière du demi-siècle écoulé, l'Annuaire du Canada pour 1918 nous fait voir qu'en 1870, le capital placé dans les manufactures canadiennes n'atteignait pas le chiffre de \$78,000,000, et qu'en 1915, il s'élevait exactement à \$1,958,705,230. De même, la valeur de la production qui était en dessous de \$220,000,000 en 1870, était montée à \$1,381,547,000 en 1915. Les autres comparaisons ne remontent pas au delà de 1905, mais nous avons le tableau suivant qui couvre la période de 1905 à 1915:

	1915.	1916.	Augm. p.c.
Etablissements—			
Capital—	15,796	21,306	34.88
Employés à salaires—	\$846,585,023	\$1,994,103,272	135.54
Salaires—	36,496	52,683	44.35
Employés à gages—	\$30,724,086	\$60,308,293	96.29
Gages—	356,034	462,200	29.82
Valeur des produits—	\$134,375,925	\$229,456,210	70.76
Par provinces, la production fut comme suit:			
	1900.	1915.	
Ile du Prince-Edouard...	2,326,708	2,586,323	
Nouvelle-Ecosse...	23,592,513	69,345,819	
Nouveau-Brunswick...	20,972,470	37,303,900	
Québec...	158,287,994	381,203,999	
Ontario...	241,533,486	715,531,839	
Manitoba...	12,927,439	60,481,446	
Alberta et Saskatchewan...	1,964,987	42,771,427	
Colombie-Britannique...	19,447,778	72,321,972	

vrait certainement égaler, si non dépasser, le brillant record du demi-siècle écoulé."

Le chapitre traitant de la géologie économique écrit par M. Wyatt Malcolm, de la Commission géologique, contient des notes concises sur l'existence et les traits caractéristiques de chaque matière de valeur économique au Canada, classifiées alphabétiquement, à partir d'Artesienne (eau) à Tungstène.

Dans des numéros antérieurs du Bulletin Officiel on a fait une revue détaillée des pouvoirs hydrauliques du Canada ainsi que des travaux du conseil consultatif honoraire des recherches scientifiques et industrielles. Le chapitre sur le climat du Canada par sir Frederick Stupart, directeur du service météorologique fédéral, Toronto, est trop détaillé dans la nature de ses renseignements pour qu'il soit possible de le résumer avec avantage.

Pris en son ensemble, l'Annuaire du Canada est un document précieux de toutes les phases des activités canadiennes jusqu'à la date la plus récente à laquelle il fut possible d'obtenir une information complète à temps pour la présente édition et sous forme comparative pour les années antérieures. Il reflète admirablement la réorganisation du système à l'effet d'obtenir des statistiques officielles par un département central et par l'entremise d'agences provinciales associées.